



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 23 décembre 2024

Nos réf : DREAL/2025D/1556

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 juin 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PHILIPPE RUBIO SAS

15, rue Larregain
64140 Lons

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée, réalisée le 25 juin 2024, des installations exploitées par la société PHILIPPE RUBIO SAS et implantées 15 rue Larregain sur la commune de Lons (64140). Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Société PHILIPPE RUBIO SAS
15, rue Larregain – 64140 Lons
Code AIOT dans GUN : 0005202654
Régime : Enregistrement
Seveso / IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité des installations,
- entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage.

Présentation de la société et éléments de contexte

Les activités de récupération de véhicules hors d'usage, situées à Lons et exploitées par la SARL CENDRES, ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n° 88/IC/009 en date du 15 janvier 1988, au titre de la rubrique n° 286 de la nomenclature des installations classées.

Le changement d'exploitant au profit de la SAS CENDRES a été acté par le récépissé n° 2654-11-50 du 15 juin 2011.

L'agrément PR 64 00001 D, délivré le 3 juin 2006, a été renouvelé par arrêté préfectoral n° 2654/17/63 du 27 décembre 2017.

Le changement d'exploitant au profit de la société PHILIPPE RUBIO SAS a été acté par arrêté préfectoral n° 2654/18/102 du 12 décembre 2018 autorisant le changement d'exploitant, actualisant les prescriptions applicables à l'établissement et portant agrément pour l'exploitation d'une installation de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage,

L'arrêté préfectoral n° 2654/2022/12 du 31 mai 2022 autorise la société PHILIPPE RUBIO SAS à apporter des modifications au centre de véhicules hors d'usage, notamment concernant l'aménagement du parc extérieur et la mise en place de racks de stockage.

L'activité autorisée au titre de la nomenclature des installations classées est la suivante :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité des installations	Régime
2712.1	Stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation est supérieure ou égale à 100 m².	29 600 m²	Enregistrement

Les installations relèvent ainsi du régime de l'enregistrement et doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712.1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage).

Les installations relèvent également du régime de la déclaration prévue au I de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement :

Rubrique	Critères de classement	Caractéristiques	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol. La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet est supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha.	2,96 ha	Déclaration

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité des installations	Arrêté Préfectoral du 31 mai 2022 Article 1.5	Mise en demeure, déchets	Sans délai, cessation des activités hors de l'emprise autorisée Sous 1 mois, retrait de l'ensemble des véhicules hors d'usage hors de l'emprise autorisée
2	Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des VHU	Arrêté Ministériel du 26 novembre 2012 modifié Article 41.III	Mise en demeure, respect de prescriptions	Sous 1 mois, entreposage des pièces grasses dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 25 juin 2024 a permis de constater que l'exploitant :

- a étendu ses activités de centre VHU hors de l'emprise autorisée, sur la parcelle cadastrée 0244pp section AK de la commune de Lons. Cette extension est sur l'emprise de l'installation classée pour la protection de l'environnement exploitée par la société OVALIE Recyclage Atlantique en cours de cessation d'activité. L'activité n'est pas régularisable tant que la cessation d'activité de la société OVALIE Recyclage Atlantique n'est pas prononcée. Aussi, il est demandé à l'exploitant de :
 - cesser, sans délai, toute activité hors de l'emprise autorisée et de se conformer aux plans et données techniques contenus dans le dossier de modification acté par l'arrêté préfectoral du 31 mai 2022 susvisé,
 - procéder, sous un mois, au retrait de l'ensemble des véhicules hors d'usage hors de l'emprise autorisée.
- procède au stockage de boîte de vitesse et de moteurs issus des véhicules hors d'usage dans des casiers non couverts. Ces pièces grasses extraites des véhicules sont soumises aux intempéries. En conséquence, il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois, d'entreposer les pièces grasses dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

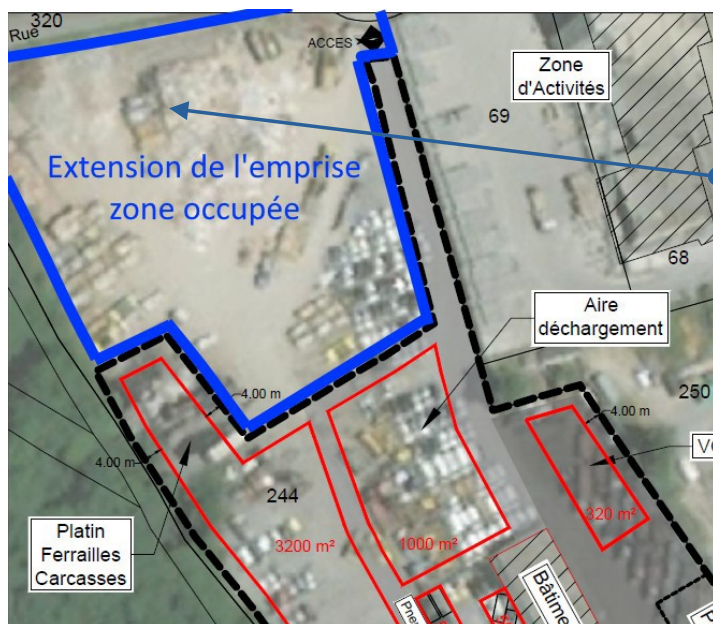
2-4) Fiches de constats

N°1 : Conformité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31 mai 2022, Article 1.5
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de modification déposé par l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a étendu ses activités de centre VHU hors de l'emprise autorisée, sur la parcelle cadastrée 0244pp section AK de la commune de Lons. Cette extension est sur l'emprise d'une installation classée pour la protection de l'environnement en cours de cessation d'activité (OVALIE Recyclage Atlantique).



Extrait de plan du dossier de modification (2021)



L'exploitant stocke des véhicules dépollués empilés ainsi que des véhicules hors d'usage accidentés et brûlés.

Il est à noter que l'exploitant ne respecte les dispositions de l'article 41.IV de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié prévoyant que « les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres ». Or les VHU empilés dépassent la hauteur de 3 mètres au Nord-Ouest de la parcelle cadastrée 0244 section AK de la commune de Lons.

L'exploitant ne dispose pas de l'autorisation d'étendre ses activités sur cette zone.

L'activité n'est pas régularisable tant que la cessation d'activité de la société OVALIE Recyclage Atlantique n'est pas prononcée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans délai, l'exploitant cesse toute activité hors de l'emprise autorisée et se conforme aux plans et données techniques contenus dans le dossier de modification déposé.

Sous un mois, l'exploitant procède au retrait de l'ensemble des véhicules hors d'usage hors de l'emprise autorisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais :

- Sans délai, cessation des activités hors de l'emprise autorisée,
- Sous 1 mois, retrait de l'ensemble des véhicules hors d'usage hors de l'emprise autorisée.

N°2 : Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26 novembre 2012 modifié, Article 41.III

Prescription contrôlée :

Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. [...]

Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. [...]

Constats :

L'exploitant procède au stockage de boîtes de vitesse et de moteurs issus des véhicules hors d'usage dans des casiers non couverts. Ces pièces grasses extraites des véhicules sont soumises aux intempéries. Ce stockage se situe sur l'emprise ICPE du centre VHU.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous un mois, l'exploitant entrepose les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions

Proposition de délais : 1 mois